

GRAIN en 2017

L'essentiel de nos activités



Table des matières

À propos de GRAIN	3
Un aperçu de l'année	4
Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial	6
<i>L'accord de libre-échange RCEP en Asie ou comment ruiner 420 millions de petites fermes familiales</i>	
<i>Pleins feux sur la souveraineté alimentaire au Sommet des peuples contre l'OMC</i>	
<i>Une plateforme régionale stratégique pour lutter contre les plantations de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale</i>	
La lutte contre l'accaparement des terres	10
<i>Dénonciation de l'assaut de l'agrobusiness chinois sur les terres des paysans autochtones au Cambodge</i>	
<i>« Touche pas à ma terre » : Les Ivoiriens prennent les armes contre l'agrobusiness belge</i>	
<i>Des projets d'accaparement des terres en échec</i>	
Le contrôle des semences par les peuples	14
<i>Le mirage du riz doré (Golden Rice)</i>	
<i>Défense des semences indigènes en Amérique latine : une nouvelle vidéo</i>	
La souveraineté alimentaire pour combattre la crise climatique	16
<i>L'empreinte climatique démesurée des industries de la viande et des produits laitiers</i>	
<i>Le progrès de la formation de mouvements au niveau régional</i>	
Information et communication	19
L'équipe de GRAIN en 2017.....	22
L'organisation et les moyens de vous engager.....	24
<i>Aidez GRAIN à prospérer en tant qu'organisation indépendante et soutenue par les communautés !</i>	
Annex: Liste des publications de GRAIN en 2017.....	28

Couverture : Des paysannes autochtones récoltent du maïs dans les hautes terres du Vietnam en août 2017.

À propos de GRAIN

GRAIN est une petite organisation internationale qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. Ce soutien revêt des formes diverses : recherche et analyse indépendantes, constitution de réseaux au niveau local, régional et international, coopération active et formation d'alliances avec les mouvements sociaux.

Depuis 30 ans, GRAIN joue un rôle essentiel dans le mouvement mondial qui s'oppose à l'emprise des grandes sociétés sur l'alimentation et les moyens de subsistance des peuples. Dans le monde entier, les gouvernements réservent leur attention et les aides à l'agriculture industrielle et aux chaînes d'approvisionnement alimentaire qui sont aux mains des grandes entreprises. Malheureusement, ce modèle ne fait aucun cas des petits producteurs ni de la complexité de leurs systèmes de production et de distribution qui nourrissent pourtant l'humanité depuis plus de 12 000 ans. Aujourd'hui, près d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim à cause, notamment, d'un système alimentaire industriel qui préfère tirer profit des marchés mondiaux que de nourrir les populations. Parmi ceux qui souffrent de la faim, soixante-dix pour cent sont des petits producteurs, ce qui illustre bien le dysfonctionnement de notre système alimentaire mondial.

GRAIN est connu avant tout pour son travail d'information stratégique et son analyse incisive des grandes évolutions dans ce domaine. Mais nous soutenons aussi de façon active les mouvements sociaux qui cherchent à établir la souveraineté alimentaire et à mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles plus diversifiés, et nous nous efforçons d'établir des liens entre les divers mouvements.

Le travail de GRAIN s'articule actuellement autour de quatre thèmes étroitement liés :

- Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial
- L'accaparement des terres
- Le contrôle des semences par les peuples
- La souveraineté alimentaire pour combattre la crise climatique

La présente publication passe en revue les activités de GRAIN et les résultats obtenus en 2017. Nous avons choisi des exemples de nos travaux les plus importants et des réflexions sur nos activités et leur impact. Nous espérons que ce rapport donnera une idée de ce que nous avons réalisé et appris en 2017 et des défis qu'il nous reste à affronter.

Un aperçu de l'année

En octobre 2017, le Guardian a publié un article intitulé « 2017 risque d'être l'année la plus meurtrière de l'histoire pour les défenseurs des terres ». Selon les chiffres du journal, à cette date, le nombre de personnes assassinées pour leurs prises de position contre l'extraction minière, l'agrobusiness et les autres formes d'accaparement des terres, était de 150. À la fin de l'année, le chiffre avait atteint près de 200.

De fait, l'année a été rude. Non seulement pour les défenseurs des terres, mais pour tous ceux qui sont impliqués dans la lutte pour des systèmes alimentaires centrés sur les communautés et fondés sur la biodiversité. Pour accompagner ces luttes, les membres de GRAIN se sont mobilisés avec des partenaires au sommet des peuples contre le RCEP, [le Partenariat économique régional global] un projet gigantesque d'accord commercial concernant toute l'Asie et qui risque d'affecter les moyens d'existence des 420 millions de petits agriculteurs familiaux qui produisent 80 pour cent de la nourriture en Asie. Nous avons soutenu

les organisations populaires en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest dans leurs luttes contre l'expansion des grandes plantations de palmiers à huile qui envahissent leurs terres, en les aidant à s'unir pour mettre au point des stratégies et des plans communs. En décembre, nous avons coorganisé le Forum sur la souveraineté alimentaire à Buenos Aires, et réuni plus de 300 personnes venues du monde entier pour faire front contre l'agenda commercial pro-entreprises de l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC) et les nouvelles propositions d'accords de libre-échange (ALE).

Les luttes sont certes difficiles et souvent douloureuses, mais il y a tout de même de bonnes nouvelles pour nous redonner courage. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire est en pleine croissance et progresse. Cette année, nous avons pu constater l'effondrement de nombreuses transactions d'accaparement des terres en Afrique, nous avons coproduit un documentaire passionnant sur les initiatives de conservation et d'échange de semences locales en Amérique latine et nous avons commencé à évaluer précisément le rôle des géants de la viande et des produits laitiers dans l'émission des gaz à effet de serre, afin de trouver des solutions à ce problème. Le nombre de personnes et d'organisations qui s'opposent à l'assaut des grandes entreprises alimentaires et agricoles augmente d'année en année, de même que le nombre de projets présentant des alternatives. À GRAIN, nous sommes heureux et fiers de faire partie de ce mouvement.

Le présent rapport partage avec vous les points forts de l'année et expose les défis qui nous attendent. Pour plus de détails, vous pouvez consulter notre [site Internet](#), nous suivre sur [Facebook](#) et [Twitter](#), vous abonner à nos [listes de diffusion](#) ou [nous contacter](#) directement. Vous pouvez aussi [faire un don à GRAIN](#) pour nous aider dans notre effort de soutien aux petits agriculteurs et à leurs luttes contre le système alimentaire industriel.

En toute solidarité,

l'équipe de GRAIN
avril 2018



L'équipe de GRAIN en 2017.

Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial

La priorité de GRAIN est de soutenir les mouvements sociaux qui, dans le monde entier, résistent à l'emprise toujours plus forte des grandes entreprises sur la production alimentaire, les marchés et le commerce. Nous enquêtons sur la manière dont les grandes entreprises, notamment dans l'agrobusiness, la grande distribution et l'industrie financière – déplacent des millions de petits producteurs alimentaires et nous essayons de montrer comment les accords d'investissement et de commerce imposent les conditions juridiques de cette évolution. En plus de ce travail d'information, nous soutenons les efforts de nos partenaires et des mouvements populaires pour renforcer les capacités, développer des stratégies et favoriser la coopération et l'action collective pour remettre en cause le pouvoir des grandes entreprises sur l'alimentation.

Durant 2017, GRAIN a travaillé avec ses partenaires pour copublier chaque trimestre le Bulletin de veille des supermarchés d'Asie, mettant l'accent sur l'expansion du grand commerce de détail dans la région. En Afrique nous avons analysé les conséquences désastreuses pour les agriculteurs et les marchés africains des accords de partenariat économique (APE) qui ouvrent tout grand la porte aux aliments transformés bon marché en provenance de l'Europe. En Amérique latine, une grande partie de nos recherches et de nos articles sur l'impact de l'agrobusiness a été diffusée sur biodiversidadla.org, un site Internet en espagnol extrêmement actif, et dans le magazine Biodiversidad, qui a sorti quatre nouveaux numéros en 2017.

L'accord de libre-échange RCEP en Asie ou comment ruiner 420 millions de petites fermes familiales

Le Partenariat économique global (RCEP) est un accord de libre-échange en cours de négociation entre 16 pays asiatiques, dont la Chine et l'Inde. S'il est signé, le RCEP réduira à zéro les taxes d'importation sur la plupart des produits agricoles et industriels. Comme il s'agit de l'accord commercial le plus important du monde, il aura un impact sur la moitié de la population mondiale, dont 420 millions de petites fermes familiales qui produisent 80 pour cent de l'alimentation de l'Asie. GRAIN fait un

HOW RCEP AFFECTS FOOD AND FARMERS

The Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) is a negotiated trade deal being signed, and among 16 countries across Asia-Pacific: Indonesia, Vietnam, Philippines, Singapore, Thailand, Brunei, Vietnam, Laos, Myanmar, Cambodia, China, Japan, South Korea, India, Australia and New Zealand. It affects RCEP will cover half the world's population, including the 12 billion small family farms which produce 80% of the region's food. What will the agreement mean for food and farmers in the region?

Land will be grabbed

- In the RCEP countries alone, 5.8 million hectares of farmland have changed hands since 2008. Two chapters of RCEP could have a decisive impact on access to land.
- The land chapters of RCEP give private investors the right to sue governments if they change the rules that they have the same rights to purchase farmland in domestic markets. When RCEP comes into effect, other investors will be forced to sue.
- The services chapter may also allow foreigners to own farmland for a commercial purpose.

Seeds will be privatised, GMOs may proliferate

- The global seed industry is highly concentrated today, with ten companies representing more than 90% of global commercial sales.
- Intellectual property chapters of RCEP could force a path for all RCEP countries to adopt "TRIPS-plus", an international treaty which forces countries to generally not allow anyone other than patent holders to use seeds. In some cases it's possible they must get seed samples on farm seed stock. Most often they require a markup of 35-50% over the price of a single commercial seed. In Asia, this may mean the local price of seed is inflated.
- If RCEP comes into effect, it will be interpreted in the RCEP's trade law system. RCEP requires states to allow patents on inventions "derived from plants", which means genetically modified organisms (GMOs).

Big retail will wipe out local markets

- According to local studies, RCEP services chapters may make it impossible for governments to limit the operation of supermarket chains that will wipe out local RCEP markets.
- If governments are forced to implement RCEP services' free use of companies and communication technologies to manage their operations may be forced under RCEP measures aimed at promoting regional supply chains and e-commerce.
- The trade agreement would make it illegal for a member government to require a certain number of local shops to be open or to ensure food from local producers.

Small dairy and other farmers will go out of business

- RCEP will be disastrous for small-scale producers, especially in open markets in countries where highly industrialised producers in Japan, Australia and New Zealand. More than 100 million small dairy and livestock farmers in India are particularly vulnerable.
- New Zealand dairy giant Fonterra, the world's largest dairy exporter, aims to use RCEP to set free to India when the government has failed to secure a bilateral trade agreement to work for farmers or get out of business.
- RCEP will encourage the consolidation of large land parcels, forcing an exodus of farmers like Japan and Australia, which have had other standards that are incompatible with small-scale production and processing. These high-tech farms will be highly industrialised and will produce food for export, not for local processing, business and higher food standards in local and national markets.

Fertiliser and pesticide use will go up

- RCEP trade agreements have promised to deliver what that immediately cuts health or environmental standards, where no or getting in force are bound to be part of this.
- China's acquisition of Syngenta, the world's top agricultural company, with more than 50% of the global pesticide market, means the country could heavily benefit from RCEP. In January 2017, China already announced that it will stop export controls on pesticides and phosphates that have to be taken to market there ahead.
- In local industrial property deals or subsidies, RCEP may increase the funding of other inputs like veterinary medicine, farm machinery, agricultural bank products and agricultural chemicals, and avoid these government subsidies that are essential.

ACT NOW!

The result of all these changes will be a corporate take over of Asia's food and agriculture system. The answer is not to reject RCEP but to reject it because it affects us and pushes a corporate model of agriculture that no amount of tinkering will change. Instead, we need to implement policies and measures that ensure protected land and livelihoods and income in the region. Only then can trade policies be set up to serve these systems – not the other way around.

- Get more informed and organize demonstrations and debates about RCEP in your communities. Use resources to check out the collective open-publishing site <http://rcepwatch.org>.
- Support the people's call to stop RCEP and fight for a pro-people trading system that respects the people's needs and is corporate-free. Contact groups in your country that also support the call and join forces.
- Use the RCEP meetings. Demand the public release of negotiating texts to better analyze and build awareness of how the agreement affects the livelihoods of people in RCEP member countries. Write your concerns, or groups have done were the past attacks in Perth, Jakarta, Kuala Lumpur and Manila. The next rounds will be held in Hyderabad (July 2017) and Seoul (later this year).
- Join the regional people campaigns on RCEP and trade justice, and participate in collective mobilizations like regional days of action.

Keep us up to date on <http://rcepwatch.org>, <http://indianfarmer.org> and <http://www.biodiversidadla.org> for local news and analysis of RCEP chapters.

GRAIN
 world's only think tank for food justice, farmers' rights and food sovereignty. We have been leading the fight for food sovereignty since 1991. www.grain.org

Poster éducatif sur les conséquences du Partenariat économique régional global (RCEP) pour l'alimentation et les paysans de 16 pays de l'Asie et du Pacifique. Le poster a été traduit en six langues asiatiques.

important travail de recherche, de communication et de sensibilisation aux conséquences du RCEP depuis 2016. En 2017, nous avons copublié un article d'opinion avec La Via Campesina South Asia exposant ce que le RCEP va signifier pour les 70 millions de petits producteurs laitiers indiens. Nous avons aussi publié un poster montrant les conséquences de l'accord sur l'alimentation et les agriculteurs de la région et avons aidé à le faire traduire de l'anglais en six langues asiatiques : le coréen, le khmer, l'hindi, le telegu, le tamoul et le malayalam. Le poster a été très largement partagé au Sommet des peuples contre les ALE et le RCEP en juillet. Des centaines de personnes ont participé à ce sommet qui s'est tenu à Hyderabad, en Inde, pour s'opposer aux négociations en cours. Durant les mobilisations, GRAIN a aidé à coordonner un atelier sur la crise alimentaire avec d'autres organisations locales ; l'atelier a accueilli plus d'une centaine de participants, issus principalement de groupes d'agricultrices et de producteurs laitiers. Bilaterals.org, un projet collaboratif dont GRAIN fait partie, a mené plusieurs entretiens sur place avec des chefs communautaires pour démontrer comment ils vont être affectés par le RCEP.

Plains feux sur la souveraineté alimentaire au Sommet des peuples contre l'OMC

C'est à Buenos Aires en décembre qu'a eu lieu la 11^e conférence ministérielle de l'OMC. Des milliers d'activistes ont convergé vers la ville pour réaffirmer leur rejet des politiques commerciales néolibérales. Pendant la conférence, La Via Campesina et GRAIN ont organisé un Forum sur la souveraineté alimentaire avec plus de 300 participants venus de plus de trente pays et de quatre continents. Une diversité et un nombre inattendus, compte tenu du fait que le



Avec La Via Campesina, GRAIN a organisé en décembre un Forum sur la souveraineté

alimentaire dans le cadre du Sommet des peuples « Dehors l'OMC ! » à Buenos Aires, en Argentine. Le forum a rassemblé plus de 300 participants.



gouvernement argentin avait tout fait pour empêcher les représentants des organisations sociales d'entrer dans le pays. Des déclarations et des prises de positions très fortes ont renforcé l'impact de la lutte et nos matériaux d'information ont été largement partagés à cette occasion. En fin de compte, les négociations à l'OMC, tout comme les efforts pour signer un ALE EU-Mercosur, ont été un échec, ce qui a encore conforté le bien-fondé des mouvements.

Une plateforme régionale stratégique pour lutter contre les plantations de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

La mise en place de coalitions est pour GRAIN une stratégie centrale pour réaliser ses objectifs et c'est une stratégie qui paye. En Afrique, nous avons consacré le plus gros de nos efforts à l'élaboration d'une coalition informelle d'organisations de terrain qui luttent contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Avec le Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM), nous avons aidé à l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités et des stratégies sur ce sujet au Nigeria en 2015, au Cameroun en 2016 et au Gabon et en Sierra Leone en 2017, ce qui a permis

la mise en place d'une plateforme régionale. En l'espace de trois ans, des voies de collaboration et de communication ont été créées pour relier les personnes et les organisations en lutte contre ces plantations, là où les gens n'étaient pas connectés auparavant. On obtient ainsi des organisations plus solides disposant de meilleures stratégies et on augmente la circulation de l'information. Notre travail de renforcement des coalitions de terrain contre les plantations industrielles de palmiers à huile a également progressé en Asie et en Amérique latine.



La lutte contre l'accaparement des terres

Depuis que GRAIN a exposé le problème pour la première fois et l'a fait connaître au niveau mondial en 2008, l'accaparement des terres a été l'un de nos secteurs de recherche les plus actifs. La contribution de GRAIN prend la forme de travaux de recherche, d'information et de communication, mais aussi de mise en réseau, de renforcement des capacités et de développement de stratégies, en collaboration avec les partenaires qui s'efforcent de mettre fin à l'accaparement des terres dans le secteur agricole. En 2017, nous nous sommes efforcés particulièrement de soutenir les luttes de plusieurs organisations de la société civile contre les transactions foncières des grandes entreprises, en particulier en Asie et en Afrique.



Cet historique récapitule les activités menées par GRAIN pour soutenir la lutte contre l'accaparement des terres au cours des dix dernières années. Dans notre publication de 2008 sur cette question « Main basse sur les terres agricoles », nous avons inventé le terme d'« accaparement des terres » (« land grabbing » en anglais) et continué à l'utiliser depuis. Trois ans plus tard, GRAIN a reçu le Right Livelihood Award [Prix Nobel alternatif] au Parlement de Suède pour son travail sur l'accaparement des terres. En 2012, nous avons sorti un set de données concernant plus de 400 cas d'accaparement de terres. Durant les cinq années suivantes, GRAIN s'est mis à soutenir les luttes contre l'accaparement des terres au niveau national dans des pays comme le Mozambique, la Sierra Leone, le Cambodge et bien d'autres. Depuis 2017, plusieurs projets d'accaparement, tels l'empire de Karuturi en Éthiopie, ont commencé à s'effondrer.

Dénonciation de l'assaut de l'agrobusiness chinois sur les terres des paysans autochtones au Cambodge

La province de Preah Vihear au nord du Cambodge est habitée par les Kuoy, une minorité ethnique qui vit de l'agriculture familiale et de la cueillette en forêt. En 2011, le gouvernement cambodgien a accordé à plusieurs sociétés appartenant à Hengfu, une compagnie sucrière chinoise, des concessions économiques couvrant près de 50 000 hectares. Le conflit s'est exacerbé quand ces sociétés ont commencé à délimiter les terres des villageois et les forêts des communautés pour installer des plantations industrielles de canne à sucre, en défrichant la zone, en coupant les résineux qui sont importants

pour la population et en barrant l'accès aux temples des Kuoy. Nous avons travaillé avec le Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP), Ponlok Khmer, le réseau Community Network in Action (CNA) et l'Association de la Jeunesse autochtone du Cambodge (CIYA) pour rassembler les témoignages des communautés affectées et en juin, nous avons publié un rapport commun sur le sujet. Forts de ce rapport, nous avons alors travaillé avec des journalistes et des groupes de défense des droits humains pour faire monter la pression. Quelques mois plus tard, les représentants des communautés ont déposé une pétition auprès de l'Ambassade de Chine à Phnom Penh. La pétition demandait au gouvernement chinois de vérifier si les plantations respectaient les directives chinoises en matière d'environnement et de droits humains prévues pour les affaires menées à l'étranger et de faire partir les entreprises des terres communautaires. En novembre, Reuters a publié un article sur ce cas d'accaparement des terres, mettant en avant le rôle des femmes de la province de Preah Vihear dans la lutte contre l'expansion des plantations industrielles de canne à sucre.

« Touche pas à ma terre » : Les Ivoiriens prennent les armes contre l'agrobusiness belge

Comme beaucoup de pays voisins, la Côte d'Ivoire a connu plusieurs cas graves d'accaparement des terres par des grandes entreprises productrices de matières premières comme l'huile de palme et le



caoutchouc. Ces activités provoquent la destruction de l'environnement et font perdre leurs moyens de subsistance à des communautés entières. En 2017, GRAIN a analysé les multiples conséquences qu'entraînent ces plantations pour les villageois et les communautés agricoles dans le centre-est de la Côte d'Ivoire. En 2011, une entreprise agroalimentaire belge SIAT a créé là-bas une plantation d'hévéas de 11 000 hectares sur des terres que les communautés n'avaient ni vendues ni cédées.

En collaboration avec deux organisations de la société civile ivoirienne - IDEF et JVE

Côte d'Ivoire - ainsi qu'un journal ivoirien, Eburnie Today, GRAIN a sorti un rapport rappelant ce qui s'était passé et fournissant les témoignages du combat incessant des communautés pour se défendre contre SIAT. Le rapport décrivait aussi les vides juridiques utilisés par l'entreprise et a dévoilé toute une série d'éléments suggérant une possibilité de complicité du gouvernement ivoirien dans l'octroi des terres à la multinationale au mépris le plus total des droits coutumiers des communautés locales. La diffusion du rapport dans plusieurs médias nationaux et internationaux a aidé à relancer le débat sur l'approbation par le gouvernement de mégaprojets sur des terres et des ressources revendiquées et défendues par les communautés locales.

Des projets d'accaparement des terres en échec

En 2017, un certain nombre de grands projets d'accaparement de terres agricoles ont mal tourné. Ils ont échoué pour plusieurs raisons : l'incompétence des investisseurs, la résistance des communautés locales ou l'agacement des autorités gouvernementales. Ainsi l'investisseur agroalimentaire indien Karuturi a annoncé son départ d'Éthiopie où il avait obtenu 300 000 hectares de terre dans la région de Gambella. En milieu d'année, l'investisseur italien Tampieri a vendu toutes ses parts de Senhuile, une entreprise impliquée dans l'accaparement de 20 000 hectares de terres dans le nord du Sénégal, après des années d'opposition



En décembre, GRAIN a accompagné le Réseau d'information et d'appui aux ONG nationales (RIAO-RDC) à une réunion avec l'Agence de coopération française (AFD) et à son bras financier dédié au secteur privé (PROPARCO) pour discuter des conflits qui entourent Feronia, une multinationale canadienne de palmiers à huile opérant en République démocratique du Congo. Cette photo montre Jean-François Mombia, du RIAO, arrivant au siège de PROPARCO à Paris.

des 37 villages affectés par le projet. En décembre, le président du Sénégal, Macky Sall, a annulé un contrat de 10 000 hectares passé avec le milliardaire marocain Anas Sefrioui, au vu de l'intensité de la mobilisation sociale. GRAIN a commencé à se pencher sur ces cas et sur d'autres accords fonciers « ratés » et publiera un rapport sur le sujet en 2018.

Le contrôle des semences par les peuples

Quand GRAIN a démarré il y a près de 30 ans, l'objectif de son travail d'information et de formation de mouvements était de s'assurer que la conservation et le contrôle des semences restent entre les mains des populations. Aujourd'hui cette question reste au centre de nos préoccupations. Les semences sont en effet la clé permettant de résister au système alimentaire industriel. Elles sont le premier lien dans la chaîne alimentaire, profondément ancrées dans les cultures locales des communautés qui dépendent pour leur survie des traditions de conservation et d'échange. Il n'est donc pas très surprenant que les foires aux semences, les formations, les échanges et les ateliers, ainsi que les batailles juridiques et politiques, ne cessent de se multiplier à travers le monde, comme un moyen concret de résister à l'emprise des grandes entreprises sur nos conditions d'existence et de promouvoir la souveraineté alimentaire des populations.

Alors que débutait la 20^{ème} récolte de soja OGM résistant au glyphosate dans le Cône Sud d'Amérique latine, GRAIN a diffusé un poster proposant 20 raisons de se débarrasser de cette plante. Le poster a été très largement partagé dans les organisations sociales et dans les médias de toute la région. Il a été adapté pour en faire une vidéo animée très populaire sur Facebook.



sont une bien meilleure stratégie pour garantir la santé, la sécurité de l'alimentation et le respect de l'environnement.

Défense des semences indigènes en Amérique latine : une nouvelle vidéo

« Semences : bien commun ou propriété des entreprises ? » est un documentaire de 40 minutes coproduit par GRAIN et sept organisations latino-américaines qui composent le Collectif des semences d'Amérique latine. Ce documentaire, disponible en anglais, en espagnol, en français et en portugais, s'appuie sur les expériences et les luttes des mouvements sociaux pour la défense des semences indigènes et natives en Équateur, au Brésil, à Costa Rica, au Mexique, au Honduras, en Colombie et au Guatemala. Tirée de ce documentaire, la vidéo « Seeds in resistance » est un film d'animation à visée éducative, qui explique l'importance de défendre les semences natives et les semences indigènes pour parvenir à la souveraineté alimentaire. Disponible sur divers réseaux sociaux et sur notre site Internet en espagnol, la vidéo est rapidement devenue la vidéo la plus regardée de toute l'histoire de GRAIN avec 140 000 vues sur notre seule page Facebook.

Le documentaire a été lancé à la réunion régionale de juin 2017 de l'Alianza Biodiversidad au Mexique, qui a été coorganisée avec la coordination latino-américaine de la Via Campesina. Cette réunion a offert une occasion unique de discuter des stratégies de protection des semences natives et de la liberté dont ont besoin les paysans pour sauvegarder leur diversité et leur force. La réunion a été essentielle pour renforcer une vision commune de la lutte pour la défense des semences locales parmi les membres de l'Alliance et ceux d'autres organisations du Honduras, du Guatemala, de l'El Salvador et du Nicaragua.

14 Le mirage du riz doré (Golden Rice)

Avec ses partenaires, GRAIN s'oppose depuis 2001 au développement et à la diffusion du « riz doré », une variété de riz génétiquement modifiée qui contient des taux importants de bêta carotène pour lutter contre la carence en vitamine A. À ce jour, ce riz n'a pas encore été commercialisé. En 2017, le Stop Golden Rice! Network a été redynamisé par un atelier sur les campagnes stratégiques au Philippines. Ce réseau est composé de 17 organisations régionales et nationales ; le secrétariat est assuré par MASIPAG aux Philippines et GRAIN fait partie du comité de pilotage. En septembre, nous avons révélé une nouvelle demande pour faire approuver le riz doré en Australie. Le réseau a alors déposé une requête publique auprès des autorités australiennes pour leur demander de rejeter la demande. Nous avons aussi accepté de faire les recherches pour évaluer la situation actuelle du riz doré dans la région ; le rapport sera publié en 2018. En outre, nous essayons maintenant de faire le lien entre ces changements et ce qui se passe en Afrique avec les pressions exercées pour faire accepter la « super banane » et le « manioc doré » et en Amérique latine où des pommes de terre et des haricots biofortifiés sont également en cours de développement. Ces plantes ne sont pas toutes génétiquement modifiées mais la logique qui les sous-tend est toujours la même - et la résistance aussi ! Nous devons soutenir activement la diversification et le contrôle par les communautés des systèmes agricoles locaux, qui

La souveraineté alimentaire pour combattre la crise climatique

La croissance et la consolidation du système alimentaire industriel, de la ferme au supermarché, a une énorme responsabilité dans le changement climatique et les conséquences désastreuses qu'il impose à des communautés déjà vulnérables. Au cours des dernières années, GRAIN a, avec ses partenaires, analysé les données et montré à quel point l'agrobusiness est une source majeure de gaz à effet de serre. Il a



Récapitulatif des publications de GRAIN sur le système alimentaire mondial et la crise climatique. En 2011, nous avons sorti le rapport : « Alimentation et climat : le lien oublié » où nous montrions que le système alimentaire industriel est un facteur crucial de la crise climatique. En 2014, nous avons publié un poster avec La Via Campesina (LVC) indiquant « 5 étapes pour refroidir la planète ! ». Un an plus tard GRAIN et LVC ont à nouveau travaillé ensemble pour produire « Ensemble nous pouvons refroidir la planète ! », un film d'animation qui explique pourquoi les petits paysans sont la principale solution au réchauffement climatique. En 2017, nous avons publié un rapport éducatif et une infographie montrant l'empreinte climatique démesurée des industries de la viande et des produits laitiers et identifiant les principaux coupables parmi les entreprises concernées.

montré aussi que la souveraineté alimentaire et l'agroécologie étaient un élément crucial de la solution. Pour nous il est important de faire passer le message, car ces idées sont largement ignorées pendant les négociations intergouvernementales et le mouvement pour le climat est très centré sur les énergies fossiles qu'il considère comme le problème principal. Le secteur de l'énergie joue certes un rôle important, mais nous devons aussi comprendre le rôle de l'alimentation et de l'agriculture dans le changement climatique et voir comment nous pouvons renverser la vapeur.

L'empreinte climatique démesurée des industries de la viande et des produits laitiers

Dès 2011, GRAIN avait montré que le système alimentaire industriel était responsable de plus de 50 % de la totalité des émissions de gaz à effet de serre. Depuis, nous avons produit divers outils éducatifs pour faire passer le message. En 2017, nous avons mis le zoom sur la viande et les produits laitiers industriels, qui causent la plus grande partie des émissions issues de notre alimentation. Au début de l'année, nous avons publié un rapport détaillé « Pour sauver le climat il faut prendre le taureau par les cornes » dans lequel nous expliquons qu'une réduction de la production de viande et de produits laitiers pourrait faire une réelle différence dans la crise climatique mondiale.

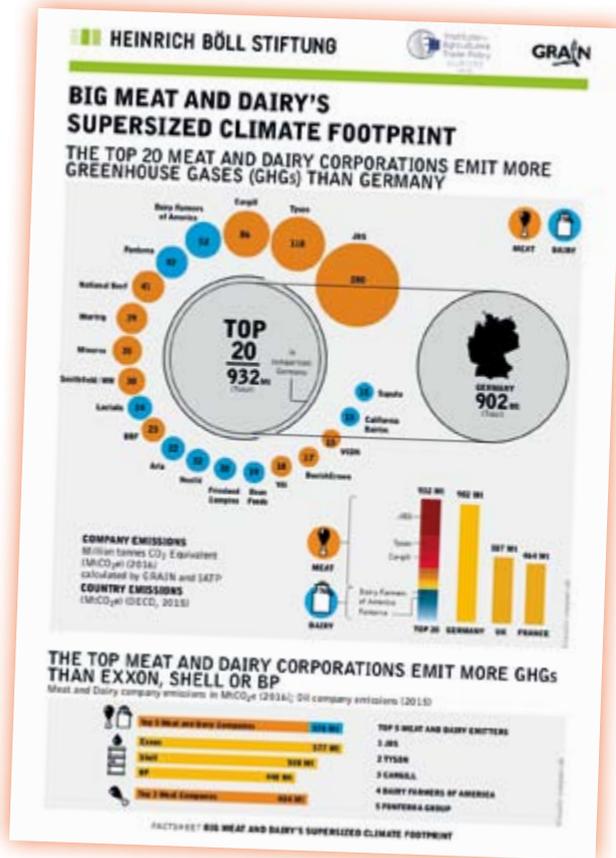


En novembre, pendant le Sommet des Peuples organisé en parallèle de la conférence sur le climat (COP 23) à Bonn, en Allemagne, GRAIN explique que les cinq plus grosses entreprises mondiales de viande et de produits laitiers émettent plus de gaz à effet de serre qu'Exxon, Shell ou BP.

En milieu d'année, nous avons fait équipe avec l'IATP pour produire une fiche d'information avec une proposition en cinq étapes pour s'affranchir de la viande et des produits laitiers industriels. En novembre, pour l'ouverture des discussions sur le climat de la COP23 à Bonn, GRAIN et l'IATP, en collaboration avec la Fondation Heinrich Böll, ont publié « L'empreinte climatique démesurée des industries de la viande et des produits laitiers ». Dans cette série infographique, nous montrions que les 20 plus grands producteurs mondiaux de viande et de produits laitiers émettent plus de gaz à effet de serre que l'Allemagne tout entière, qui est pourtant de loin le pays le plus pollueur d'Europe ! Si ces entreprises étaient un pays, elles seraient au 7^e rang mondial des émetteurs de gaz à effet de serre. Les données et l'analyse ont été largement répercutées dans les réseaux sociaux et reprises par le Guardian et plusieurs autres organes de presse nationale et mondiale.

Le progrès de la formation de mouvements au niveau régional

En Afrique de l'Ouest, de plus en plus de groupes impliqués dans la lutte contre le changement climatique sont prêts à penser autrement et réalisent que pour faire face à la crise climatique, il faut parler davantage des questions d'alimentation. GRAIN a travaillé en étroite collaboration avec la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau-Afrique de l'Ouest, ainsi qu'avec d'autres partenaires, afin de faire avancer ce débat à travers plusieurs meetings régionaux l'an dernier. Il a ainsi été décidé de faire de l'alimentation et de l'énergie les deux piliers des discussions sur le changement climatique qui se tiendront dans la région en 2018.



Information et communication

Toutes les publications et autres productions de GRAIN sont mises en ligne sur notre site Internet trilingue, grain.org. En 2017, le site a reçu plus de 300 000 visiteurs uniques, soit une moyenne de 900 par jour, et nettement plus à la sortie des nouveaux articles. Nous avons commencé à remanier le site pour moderniser le software, faciliter l'accessibilité à nos matériaux, mieux refléter l'évolution de notre programme et améliorer la fonctionnalité de recherche. Le déploiement se fera en 2018.

L'année 2017 a été prolifique en termes de préparation de matériaux et de diffusion vers nos partenaires et le public. Nous avons produit trois importants rapports de recherche et plus de 20 autres publications, notamment des vidéos, des brochures et plusieurs co-publications avec nos partenaires du Sud. Nous avons également publié quatre numéros de chacune des deux revues trimestrielles auxquelles nous participons : Biodiversidad et Soberania Alimentaria. Nous nous sommes aussi particulièrement efforcés d'expliquer aux gens notre travail et nos valeurs, dans notre rapport d'activité 2016. Une liste complète de tout ce que nous avons publié peut être consultée en annexe.

L'influence de GRAIN s'exerce aussi par le biais des autres sites Internet dans lesquels nous sommes impliqués : En 2017, Bilaterals.org, le site dédié aux luttes populaires contre les accords de libre-échange, a reçu 1,1 million de visites en 2017 et farmlandgrab.org, consacré à l'accaparement des terres et aux mouvements de résistance qu'il suscite, en a reçu 100 000.

En 2017, GRAIN a amplifié sa présence sur [Facebook](https://www.facebook.com/grain) et [Twitter](https://twitter.com/grain) pour toucher des publics que nous ne parvenons pas habituellement à toucher par les autres moyens. À la fin de l'année, nous avons 6 000 abonnés sur Twitter et plus de 16 000 sur Facebook, ce qui représente une augmentation considérable depuis la création de nos comptes sur ces deux réseaux sociaux en 2013.

La liste d'abonnés aux « Nouveautés de GRAIN », l'outil principal qui nous permet d'avertir le public de nos dernières publications ou d'autres développements, s'est allongée et comprenait près de 18 000 personnes à la fin de l'année. Notre liste médias s'est elle aussi allongée et s'adresse à 577 abonnés (journalistes et travailleurs indépendants dans le secteur des médias).



editorial FTAs and agriculture

There is growing official and academic support for Free Trade Agreements (FTAs) that liberalize trade in agricultural products. This is despite the fact that the vast majority of the world's population still lives in rural areas and depends on agriculture for their livelihoods. FTAs are often promoted as a way to increase food security and reduce poverty. However, there is growing concern that FTAs will lead to the loss of biodiversity, traditional knowledge, and local food systems. This is because FTAs often favor large-scale industrial agriculture over small-scale family farming. This can lead to the loss of crop varieties, breeds, and farming practices that are adapted to local conditions. It can also lead to the loss of traditional knowledge and skills that are passed down from generation to generation. Finally, FTAs can lead to the loss of local food systems, which are often more nutritious and healthier than imported food. This is because local food systems are often more diverse and include a wider range of crops and products. They are also often more resilient to climate change and other shocks. Therefore, it is important to consider the impact of FTAs on biodiversity, traditional knowledge, and local food systems. We should not let the promise of increased trade and economic growth blind us to the potential risks to our food systems and the environment.



RCEP가 식량과 농민에 미치는 영향

중국의 영향력 확대

중국은 RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 무역을 확대하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다. RCEP는 아시아-태평양 지역의 10개국을 포함하며, 총 GDP의 30% 이상을 차지한다. 이는 세계 무역의 30% 이상을 차지하는 중요한 무역 협정이다. RCEP는 농민들에게 미치는 영향을 분석하고, 농민들이 RCEP에 대응하는 방법을 제공한다. RCEP는 농민들에게 미치는 영향을 분석하고, 농민들이 RCEP에 대응하는 방법을 제공한다. RCEP는 농민들에게 미치는 영향을 분석하고, 농민들이 RCEP에 대응하는 방법을 제공한다.

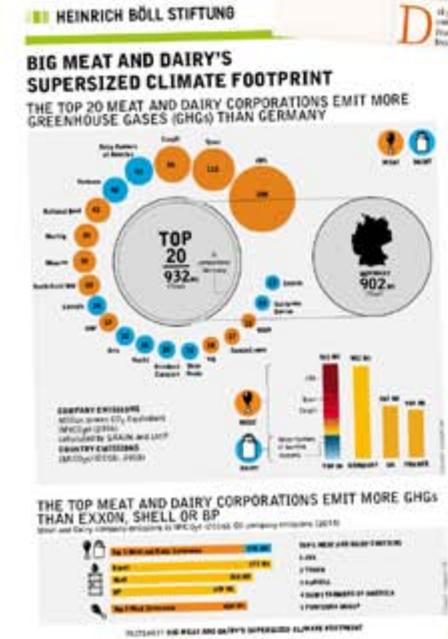
대형 할인점이 현지 시장 침투

대형 할인점은 RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 시장을 침투하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다. 대형 할인점은 RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 시장을 침투하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다. 대형 할인점은 RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 시장을 침투하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다.

지금 행동에 나서자

지금 행동에 나서자. RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 시장을 침투하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다. 지금 행동에 나서자. RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 시장을 침투하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다. 지금 행동에 나서자. RCEP를 통해 아시아-태평양 지역의 시장을 침투하고, 농민들에게 미치는 영향을 분석하고 있다.

20



who we are The Guardian

Big meat and big dairy's climate emissions put Exxon Mobil to shame

It is interesting to find out that the world's largest meat and dairy producers emit more greenhouse gases than Exxon Mobil, Shell and BP. This is because meat and dairy production is a major source of greenhouse gas emissions. The top 20 meat and dairy corporations emit more greenhouse gases than the world's largest oil and gas companies. This is a major concern because greenhouse gas emissions are a major cause of climate change. We need to take action to reduce greenhouse gas emissions from meat and dairy production. This can be done by reducing meat and dairy consumption, supporting sustainable farming practices, and holding large meat and dairy producers accountable for their emissions.

20

20 years of GM say in the Southern Cone
20 years of GM crops, agrotóxicos, and environmental devastation
20 reasons for a definitive ban

REPORT

NEW FREE AGREEMENT normalising transnational



Supermarket watch Asia - a quarterly watch for social movements about developments in food retail and distribution in Asia produced by GRAIN

18 February 2017

LAND CONFLICT IN CÔTE D'IVOIRE

communities defend themselves against SIAT and the



ZA UKOLONI

Mikataba ya Ushirikiano wa Kiuchumi kati ya Umoja wa Ulaya na Afrika



Editorial

"Food safety" as a web producers

Concerns about food safety with vendors and food safety from the far as the city government.

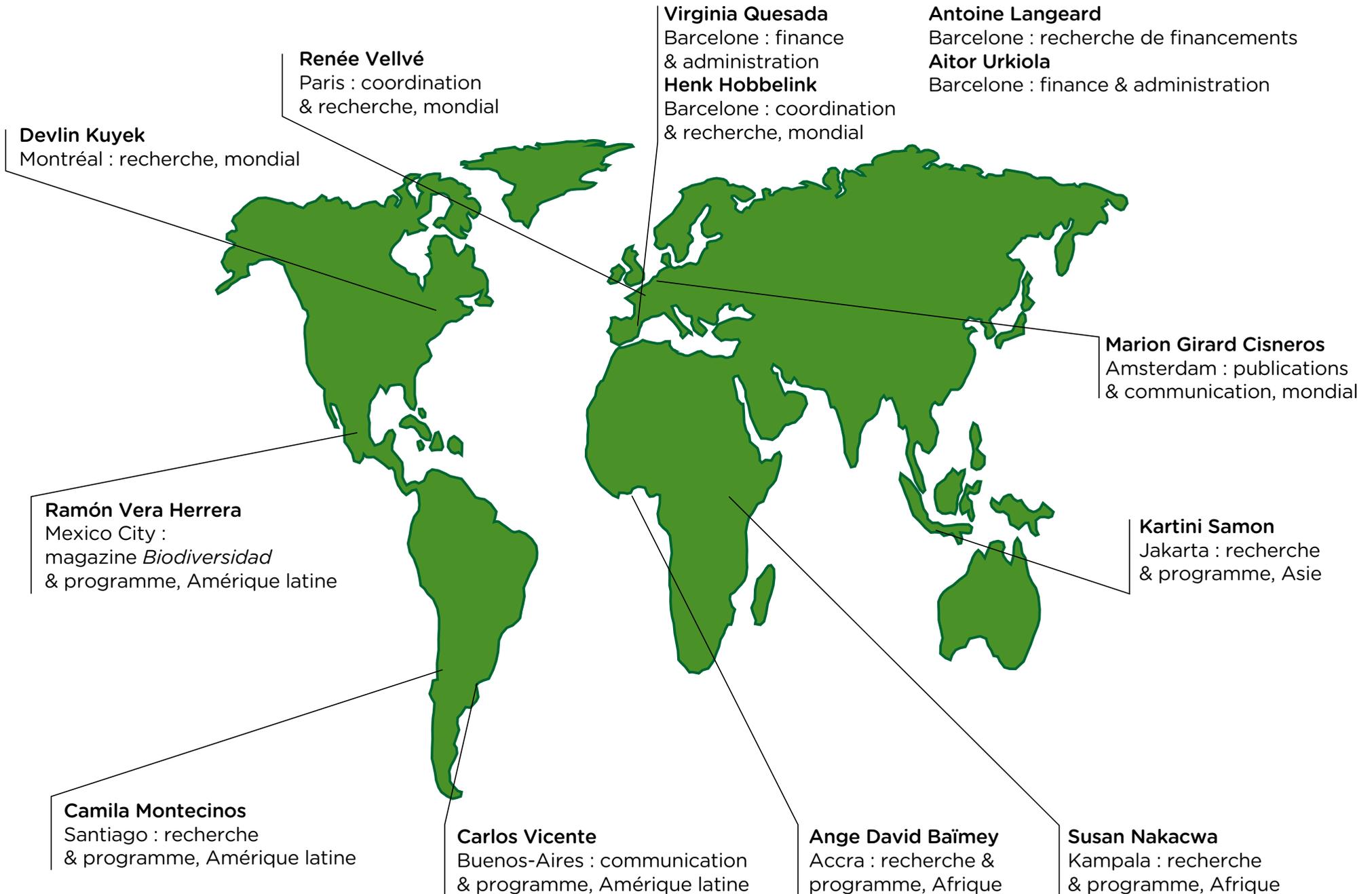
Editorial

"Cashless" economy is a blow to small producers

From markets where the economies and livelihoods of millions of people. Despite the reality, the governments of many Asian countries are systematically adopting policies that undermine their markets. The impact is to force small producers to leave their markets and move to formal markets. This is a major concern because small producers are a major source of food security and livelihoods. We need to take action to support small producers and ensure that they are not excluded from the formal economy.

21

L'équipe de GRAIN en 2017



L'organisation et les moyens de vous engager

En 2017, trois nouveaux collègues ont rejoint l'équipe de GRAIN : Marion Girard Cisneros (Amsterdam), responsable à GRAIN des publications et de la communication ; Antoine Langeard (Barcelone), qui aide à la recherche de financements ; et Susan Nakacwa (Kampala), qui s'occupe de recherche et du programme de GRAIN en Afrique.

L'équipe élargie de GRAIN comprenait aussi plusieurs indépendants et des bénévoles qui nous ont aidés dans différents domaines, développement de site Internet, graphisme et traduction.

GRAIN fonctionne de manière collective avec un système de gestion horizontale et des méthodes de prise de décision participatives. Nous sommes administrés par un petit conseil de personnes dévouées à la cause. Les administrateurs travaillent en liaison avec l'équipe pour élaborer et mettre en place le programme, et pour l'administration et l'organisation. En 2017, le conseil d'administration de GRAIN était composé de trois femmes et d'un homme : Mariann Basse (Nigeria), Isabelle Delforge (Belgique), Kingkorn Narintarakul (Thaïlande) et Mark Randazzo (France).



L'équipe et le conseil d'administration de GRAIN à Paris en septembre 2017.

Les revenus de GRAIN en 2017 (en Euros)

11th Hour Project (États-Unis)	67,233
Brot für die Welt (Allemagne)	124,000
Brot für Alle (Suisse)	110,882
CCFD (France)	60,000
CFH Foundation (États-Unis)	28,470
Ville de Barcelone (Espagne)	30,000
Marin Community Foundation's TOP Fund (États-Unis)	37,254
Fastenopfer (Suisse)	27,003
Grace Communications (États-Unis)	23,002
JFGE (Japon)	12,204
KZE - Misereor (Allemagne)	143,800
Oxfam-Novib (Pays-Bas)	62,536
Sage Fund (États-Unis)	10,000
Silicon Valley Community Fund (États-Unis)	44,389
Swift Foundation (États-Unis)	33,872
Swissaid (Suisse)	25,000
Synchronicity Earth (Royaume-Uni)	14,131
Fonds propres/autres (donations, publications, etc.)	44,752
TOTAL DES REVENUS	898,528

GRAIN est principalement financé par des subventions provenant d'ONG et de fondations privées. Nous avons également des revenus propres générés par nos publications, quelques honoraires et des donations *ad hoc*. Les donateurs soutiennent l'ensemble de notre stratégie ou bien des secteurs spécifiques de notre travail. Pour nous, il est indispensable que GRAIN puisse garder son indépendance. Nous nous efforçons donc de diversifier la base notre soutien financier.

Aidez GRAIN à prospérer en tant qu'organisation indépendante et soutenue par les communautés !

Il n'est pas facile de garder une base de financement large et suffisante. Les donateurs classiques ont tendance à nous ignorer à cause de notre positionnement très clair contre l'agrobusiness et le système

alimentaire industriel et pour la défense d'une souveraineté alimentaire aux mains des paysans. Et nous avons nos propres critères pour décider de qui nous acceptons de l'argent, ce qui limite encore nos sources de financement potentielles.

En 2017 GRAIN a essayé d'établir une base plus solide en s'appuyant sur les particuliers qui utilisent et apprécient notre travail. Le principe à GRAIN est que tout ce que nous produisons doit être mis à la disposition du public gratuitement. Mais cela ne signifie pas bien sûr que nous pouvons fonctionner sans argent. Grâce aux donations individuelles qui sont collectées principalement en ligne, GRAIN peut continuer à fonctionner comme organisation indépendante. Vous pouvez nous soutenir financièrement en utilisant le bouton « Faire un don » sur notre site.

GRAIN est toujours heureux des contributions de ceux qui veulent partager un peu de leur temps ou de leurs compétences avec nous. Si vous avez envie de nous aider comme bénévole, veuillez nous contacter à volunteer@grain.org. Nous sommes toujours à la recherche de bénévoles pour traduire nos publications dans d'autres langues et développer des sites Internet. Il y a de la place pour tout le monde !



Images du *Sommet des Peuples « Dehors l'OMC ! »* et de la mobilisation citoyenne pacifique dans les rues de Buenos Aires, en Argentine, en décembre. 27



L'équipe de GRAIN - ici Henk Hobbelink - a rencontré Elizabeth Mpofu de La Via Campesina en avril, au bureau de la coordination de GRAIN à Barcelone, afin de discuter de projets de collaboration à venir.



Annex:

Liste des publications de GRAIN en 2017

Les grandes entreprises et le système alimentaire mondial

■ « Le Forum de Davos 2017 réaffirme une vision de l'avenir de l'agriculture qui est celle des grandes entreprises », Français, Anglais, 6 mars 2017.

28 ■ « Les investissements et les initiatives de conservation à grande échelle portent atteinte aux forêts et aux territoires des peuples », Anglais, Français, Espagnol, 4 avril 2017.

■ « Les habits neufs du colonialisme : les accords de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique », Français, Anglais, Espagnol, Portugais, Swahili, 21 août 2017.

■ « Nouveaux accords de libre-échange: la normalisation de la brutalité des chaînes d'approvisionnement mondiales », Français, Anglais, Espagnol, 5 octobre 2017.

■ « Le RCEP en Inde : profit garanti pour les transnationales de l'industrie laitière, montée de la résistance paysanne », Français, Anglais, 11 décembre 2017.



Accaparement des terres et droits fonciers

■ « Les actionnaires du groupe Bolloré accueillis avec des poissons pourris », Français, Anglais, 1 juin 2017.

■ « GRAINE de désespoir : les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon », Français, Anglais, Espagnol, 11 juillet 2017.

■ « Turono Karuturi » (« Au revoir Karuturi » en Anuak), Français, Anglais, Espagnol, 30 septembre 2017.

■ « Conflit foncier en Côte d'Ivoire : les communautés se défendent face à SIAT et l'État », Français, Anglais, Espagnol, 11 décembre 2017.

■ « Cambodia: communities in protracted struggle against Chinese sugar companies' land grab », Anglais, Khmer, 8 juin 2017.



Le contrôle des semences par les peuples

■ « 20 ans de soja transgénique dans le Cône sud de l'Amérique latine, 20 raisons de l'interdire définitivement », Français, Anglais, Espagnol, 17 mai 2017.

■ « Ces accords commerciaux qui influent sur les lois semencières en Afrique », Français, Anglais, Espagnol, 20 novembre 2017.

■ « El Colectivo de Semillas de América Latina presenta el documental: Semillas ¿Bien común o propiedad corporativa? », Espagnol, 15 juin 2017.

■ « Infographic: Stop seed laws that criminalise farmers & defend local seeds! », translated in Vietnamese, Anglais, 23 août 2017.

■ « Semillas en Resistencia », Espagnol, 25 septembre 2017.

Alimentation et climat

- « The global dangers of industrial meat », Anglais, 29 mars 2017.
- « Pour sauver le climat, il faut prendre le taureau par les cornes : réduisons la consommation de viande et de produits laitiers industriels », Français, Anglais, Espagnol, 9 février 2017.
- « Deux façons de s'attaquer à la contribution de l'élevage à la crise climatique », Français, Anglais, Espagnol, 21 juin 2017.
- « About climate, meat and markets: high time to move towards agroecology and food sovereignty », Anglais, 27 juin 2017.
- « Editorial: Agroecology getting to the root causes of climate change », Anglais, 21 juillet 2017.
- « Les Africains réclament une véritable action pour le climat », Français, Anglais, Espagnol, 6 novembre 2017.
- « L'empreinte climatique démesurée des industries de la viande et des produits laitiers », Français, Anglais, Espagnol, 7 novembre 2017.

Magazine Biodiversidad

- Biodiversidad #91 / 2017-01
- Biodiversidad #92 / 2017-02
- Biodiversidad #93 / 2017-03
- Biodiversidad #94 / 2017-04



Magazine Soberanía alimentaria

- #28. « El consumo de la carne », primavera 2017.
- #29. « Actualidad de los movimientos campesinos », verano 2017.
- #30. « Condiciones laborales en la agricultura y la alimentación », otoño 2017.

Supermarket Watch Asia bulletin [Bulletin de veille des supermarchés en Asie]

- No. 5: « Une économie 'sans cash', un sale coup pour les petits producteurs », Français, Anglais, 6 février 2017.
- No. 6: « La 'sécurité sanitaire' des aliments : une arme contre les vendeurs de rue et les petits producteurs », Français, Anglais, 31 mai 2017.
- No. 7: « Avec le rachat de Whole Foods par Amazon, la distribution alimentaire entame une nouvelle phase », Français, Anglais, 28 août 2017.
- No. 8: « Supermarchés, chaînes d'approvisionnement transnationales et violations du droit du travail », Français, Anglais, Espagnol, 27 novembre 2017.



Couverture arrière : En août, les leaders des groupes de femmes affectées par les plantations de palmiers à huile se sont rencontrées pour définir leurs stratégies de résistance à l'expansion des plantations industrielles en monoculture. Venues de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, elles ont publié une déclaration commune pour réclamer que leur soient rendues leurs terres et leurs forêts.



Bureau de la coordination de GRAIN :
Girona 25 ppal., 08010 Barcelone, Espagne
Tél : +34 93 301 1381

Email: grain@grain.org

www.grain.org | twitter.com/grain_org | facebook.com/GRAIN.org